

# LUTTES SYNDICALES: TOUT COMMENCE!...

La loi Travail a été promulguée le 8 août dernier. Tout est fini? Non, tout commence!

Durant quatre mois, avec un acharnement assez remarquable, un mouvement social s'est construit contre vents et marées. Le match semblait pourtant joué d'avance. Valls, Gattaz et Berger, co-auteurs du projet de loi scélérat, avaient blindé le scénario et chacun connaissait son rôle. Valls en liquidateur des droits sociaux ne voulant pas laisser trop d'espace politique à son rival Macron, Gattaz en bonimenteur du CAC 40 («*donnez nous du pognon, pétez le code du travail et on créera, un jour, peut-être, des emplois*»), Berger le jésuite, en «*partenaire social responsable*» toujours présent pour les mauvais coups.

En face donc, un mouvement social qui semblait anesthésié, divisé, sonné par les échecs successifs et sa criminalisation (Air France, Good Year...), et une jeunesse quasi invisible depuis la lutte contre le CPE en 2006. Si l'on ajoute l'état d'urgence, les délires sécuritaires, la propagande médiatique effrénée sur le courage des «*réformateurs*», les diversions sportives... Qui aurait parié un euro sur un mouvement d'une telle ampleur?

Certes, bien des limites ont été observées (grèves par «*procuration*», blocage économique insuffisant...) et la grève générale ne s'est pas installée. Comment aurait-il pu en être autrement? Les luttes se construisent en se nourrissant les unes les autres, les victoires appellent les victoires. Les échecs, eux, c'est évident, ne favorisent pas la confiance dans l'action collective. L'ubérisation de l'économie, l'atomisation des luttes, la confusion générale organisée dans les têtes et dans les cœurs sont des points d'appui précieux pour le pouvoir et les bureaucraties politiques et syndicales.

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser le mouvement contre la loi Travail.

Malgré les mensonges médiatiques, politiques et syndicaux (directions de la CFDT et de l'UNSA en tête), ce que l'on appelle «*l'opinion publique*» n'a jamais été dupe de la réalité et du contenu profondément régressif du projet de loi Travail. Avec une constance remarquable, les «*enquêtes*» ont montré, avant, pendant et après le mouvement, que plus des deux tiers des sondés s'opposaient à cette loi. En clair, le pouvoir n'a pas réussi, malgré tous les moyens déployés, y compris pour discréditer le mouvement, à vendre sa loi «*made in MEDEF*», parfois même dans son propre camp (d'où les 49-3). Ensuite, on peut noter le réveil d'une partie de la jeunesse qui a donné, au moins pendant les deux premiers mois, rythme et combativité à la lutte. La clarté et la netteté de la revendication qui s'est très vite imposée, «*retrait du projet de loi Travail*» sont remarquables aussi. Pas de revendication «*semouleuse*» du type «*pour une autre réforme*», mais bien la claire conscience qu'avant toute chose il fallait renvoyer le projet «*El Khomri*» dans les poubelles de l'Histoire.

L'unité syndicale, notamment autour de l'axe CGT-FO est aussi une bonne nouvelle, d'autant qu'elle est moins le fruit d'un accord d'appareils que de convergences à la base. Dans un certain nombre d'endroits, la bagarre menée pendant quatre mois, main dans la main, entre militants CGT et FO (et souvent *Solidaires*, FSU et CNT) parfois, dans des conditions très difficiles face à la répression, va laisser des traces positives. Le syndicalisme «*rassemblé*» autour de l'axe CFDT-CGT, véritable machine à perdre, avatar de la loi sur la représentativité de 2008, est sinon balayé (des forces essayent encore de le raviver) du moins écarté.

Il faut ajouter aussi tous les bénéfices liés à l'action collective. Des lycéens, des étudiants, des précaires, des syndicalistes ont appris à discuter voire à travailler ensemble, même si bien des choses restent à faire en ce domaine. C'est d'ailleurs l'une des responsabilités des militants anarchistes de lutte de classe, d'œuvrer à réinventer les bourses du travail, lieu de débats, de formation et d'actions.

(1) *Uber* est une entreprise mettant en relation des conducteurs et des usagers pour le service des transports. L'*ubérisation* désigne cette mise en relation du client et du professionnel par le biais des nouvelles technologies (applications mobiles, Internet), qui touche plusieurs secteurs de l'économie.

Dans cette lutte collective quotidienne, la question des mandats et de leur respect et l'enjeu interprofessionnel sont apparus essentiels pour de nombreux(ses) militants(es). Et là encore, cela restera.

Les confédérations CGT-FO-*Solidaires*-FSU et les organisations lycéennes et-ou étudiantes appellent à une nouvelle journée de mobilisation contre la loi Travail le 15 septembre. Le problème n'est pas de savoir si elles veulent réellement relancer la bagarre au moment où les arrière-pensées politiques et électorales vont parasiter de plus en plus le mouvement social. Aucun militant sérieux ne se fait d'illusion sur le sujet.

La question essentielle est de connaître la capacité des salarié(e)s et des jeunes à prendre en main leur combat. Dans ce cadre, les militants anarchistes, à commencer par ceux de la FA ont un rôle à jouer pour que tout commence...

**Maurice**  
*Groupe La Sociale*

-----